



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Votes intervenus lors des débats budgétaires

Question au Gouvernement n° 206

[Texte de la question](#)

VOTES INTERVENUS LORS DES DÉBATS BUDGÉTAIRES

Mme la présidente . La parole est à M. Pierre Cordier.

M. Pierre Cordier . Monsieur le premier ministre, cher Michel Barnier, comme beaucoup de Français, nous avons apprécié vos propos devant les présidents de conseils départementaux il y a quelques jours : « Je ne me suis pas roulé par terre pour devenir premier ministre. »

Être élu ou ministre, c'est servir, c'est se dévouer pour les autres, sa collectivité ou la France, avec conviction, en défendant ses idées.

M. Ian Boucard . Très bien !

M. Vincent Jeanbrun . Bravo !

M. Pierre Cordier . Je le dis souvent à mes compatriotes ardennais : « Ne comptez pas sur moi pour trahir mes convictions. » (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme Émilie Bonivard . Très bien !

M. Pierre Cordier . Je sais que nous partageons cette vision des choses. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe DR.*)

Avoir des convictions, parlons-en ! Il y a quelques jours, nous avons assisté à des alliances contre-nature entre le Rassemblement national et la gauche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

M. Ian Boucard . Quelle honte !

M. Sébastien Delogu . Et vous, vous êtes déjà coalisé avec l'extrême droite !

M. Pierre Cordier . Choix politique sans doute, mais il a profondément choqué les Français : vote commun pour taxer l'intéressement, les primes et la participation des salariés ; vote commun pour taxer les compléments de retraite ; vote commun pour créer un nouvel impôt universel ; vote commun pour limiter les aides à la transmission d'entreprises familiales. (« Eh oui ! » sur quelques bancs du groupe DR.)

M. Kévin Mauvieux . Vous n'étiez pas là !

M. Pierre Cordier . À l'inverse, la démarche de la Droite républicaine est claire : nous voulons que le travail paie, que l'assistanat ne l'emporte pas sur le social.

Mme Émilie Bonivard et M. Ian Boucard . Excellent !

M. Pierre Cordier . Jeudi dernier à Bogny-sur-Meuse dans les Ardennes, les ouvriers de l'usine Walor sur le point d'être licenciés me le disaient encore : « Finalement, pourquoi s'emmerder à se lever le matin pour aller bosser ? Ceux qui ne foutent rien gagnent autant que nous ! »

M. Fabien Di Filippo . Il faut l'entendre !

M. Nicolas Thierry . Il n'y a pas de question !

M. Pierre Cordier . Au-delà de ces alliances contre-nature entre le Rassemblement national, La France insoumise et les autres groupes de la gauche à l'Assemblée nationale, pouvez-vous nous confirmer votre engagement, monsieur le premier ministre ? Quelles solutions allez-vous retenir pour encourager le mérite et redresser notre pays, en récompensant ceux qui travaillent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre du budget et des comptes publics.

M. Laurent Saint-Martin, ministre du budget et des comptes publics . La première des réponses, c'est de prévoir un budget courageux, de redressement des comptes publics. En France, aucun travailleur ne pourra bien gagner sa vie grâce à son travail si nous n'assainissons pas nos comptes publics. Il s'agit de protéger la nation entière et de donner la possibilité à nos entreprises d'être compétitives.

C'est pourquoi le budget proposé à la représentation nationale était d'abord un budget de baisse de la dépense publique. Or, à l'issue de la première lecture à l'Assemblée nationale, une coalition favorable à toutes les taxes et à toutes les fiscalités possibles a émergé !

Je vous rejoins : ni le gouvernement ni le socle commun ne peuvent partager une telle vision. Je remercie donc les députés du socle commun d'avoir refusé cette copie, digne de Frankenstein. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

M. Antoine Léaument . Le RN a voté avec vous !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Vous plaidez pour la nécessité de mieux vivre de son travail. Je partage votre avis : nous devons faire en sorte qu'en France, le travail paie toujours plus que les aides.

M. Arnaud Le Gall . C'est pour ça que vous avez cassé le droit du travail ?

M. Laurent Saint-Martin, ministre . C'est l'objectif de la réforme annoncée par le premier ministre, avec la création de l'allocation sociale unique. (« Très bien ! » sur plusieurs bancs du groupe DR.)

Un député du groupe DR . On le demande depuis longtemps !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . En outre, il faut être vigilants : nos entreprises doivent pouvoir mieux payer leurs salariés car l'État ne peut ni tout, ni tout seul.

Avec l'ensemble des parlementaires du socle commun, des discussions sont engagées depuis plusieurs semaines sur des allègements généraux de cotisations patronales. Il faut aboutir grâce à une politique de l'offre audacieuse.

M. Antoine Léaument . Ce n'est pas vrai !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Les travailleurs vivront alors mieux de leur travail. Si, en parallèle, nous engageons des réformes structurelles, comme celle de l'allocation sociale unique, alors, dans notre pays, travailler paiera mieux et être aidé ne pourra plus rapporter plus. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

M. Thibault Bazin . Bonne question, bonne réponse !

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cordier](#)

Circonscription : Ardennes (2^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 206

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 2024